

Les droits de l'homme massivement violés en Algérie (Rapport)

La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), a publié mercredi, son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Algérie. Elle indique dans son document que l'année 2020 a été marquée par des atteintes massives et généralisées des droits de l'homme en Algérie.

Les droits civils et politiques, les droits socioéconomiques et culturels, rien n'échappe aux atteintes et aux violations, déplore l'organisation qui signale l'interdiction de manifestations, des arrestations arbitraires, des violences, la censure et autres.

Plus grave encore, note la même source, le pouvoir politique a profité de la crise et des mesures de confinement et de restrictions en raison de la pandémie de la Covid-19 pour procéder à des arrestations ciblées des activistes pensant ainsi briser le Hirak.

la LADDH constate un net recul en matière des droits humains accompagné d'une remise en cause des acquis démocratiques et sociaux, arrachés par "des sacrifices suprêmes des Algériennes et Algériens".

"Après avoir interpellés et emprisonnés pour un grand nombre d'entre eux des manifestants dont le seul tort est le port de l'emblème amazigh, le pouvoir politique est passé, par la suite, à une autre étape : s'attaquer aux organisations de la société civile, des partis politiques en l'occurrence RAJ, PAD, RCD,... qui refusent de marcher dans sa feuille de route autoritaire, L'association RAJ a fait l'objet d'une campagne d'arrestation qui a ciblé tous ses responsables et militants, dont son président Fersaoui Abdelouahab", note le document.

La ligue déplore aussi la hausse des violences à l'égard des femmes. "Le confinement, combiné à la fermeture des établissements scolaires, a aussi considérablement alourdi la charge de travail des femmes et des filles, et a exacerbé les violences de toute nature à leur encontre par les membres de la famille (l'époux, le frère, le fils)", note le document. "Les journaux ont fait part de 45 féminicides. Les services de police ont enregistré, pour leur part, 5 830 plaintes réparties en violences physiques, sexuelles et psychologiques", souligne-t-il.

L'Organisation souligne sur le même ordre d'idée la persistance des attaques contre la liberté de la presse. Des journalistes ont été arrêté et condamnés à des peines de prison et des journaux électroniques ont été censurés, indique le rapport.